Guerre

A vrai dire, puisque les démocraties occidentales envoient des milliers d'hommes – en uniformes verts et lourdement armés – dans tous les coins du monde, nous pourrions aussi considérer *l'immigration* à l'envers. Ils y vont pour « maintenir la paix » et « réaliser des missions humanitaires ». Accompagnés d'une armée charitable d'uniformes blancs, comme la Croix-Rouge, qui se chargent partout de la gestion des misérables camps de réfugiés, la Démocratie envoie ses fils et vend des quantités énormes d'armes à d'autres Etats, dictatoriaux ou pas.

En nous en tenant aux chiffres officiels, nous constatons qu'il n'y a jamais eu dans l'histoire autant d'hommes impliqués dans des conflits armés. Cette *mobilisation générale* ne se retrouve pas uniquement dans des contrées arides et lointaines comme l'Irak. Elle ne prend pas seulement la forme d'armées et de spécialistes qui sont envoyés *là-bas*, mais on la retrouve aussi dans l'exil de millions de gens, dont une partie arrive jusqu'en Europe. Il est alors clair qu'il existe aussi quelque chose comme un *front intérieur* dans l'enceinte même des pays démocratiques.

Le nombre de pauvres augmente, des pauvres *d'ici* et *de là-bas*. Et le plus grand progrès n'est peut-être pas tellement toute cette nouvelle technologie, mais l'approfondissement du fossé entre les riches et les pauvres. Pendant des années, l'Etat a cherché à éteindre les luttes sociales qui s'opposaient à lui en octroyant toutes sortes d'« acquis sociaux » (les retraites, la sécurité sociale, les allocations, les conventions collectives de travail). Il achetait ainsi *la paix*. Il proclamait qu'il y aurait une place pour chacun et chacune sous le soleil, même pour celles et ceux qui se sont toujours retrouvés au plus bas de l'échelle sociale. Aujourd'hui, il est chaque jour un peu plus clair que cette Bonne Nouvelle est une illusion – et, sans trop d'opposition, l'Etat est en train de réduire son arsenal de dispositifs sociaux.

En échange, l'heure est maintenant aux investissements dans ce front intérieur, avec une prolifération de services de sécurité (privés ou non), de vidéosurveillance et de contrôle technologique. Toujours plus de prisons, de centres fermés et d'autres types d'établissements voués à l'enfermement sont construits (rien que pour la Belgique plus de 12 nouveaux chantiers sont déjà prévus). Et même s'il est en partie vrai que *la rage* des opprimés s'exprime plus souvent et de manière plus brutale (pensons aux émeutes dans les quartiers ou au nombre croissant de gens qui, pour pouvoir survivre, braquent des banques ou qui vont chercher l'argent là où il y en a à prendre), ces mesures pour une « guerre intérieure » sont surtout de type préventif. L'Etat est conscient que la tempête sociale pourrait se déclencher et souffler dans une direction qui menacerait sa survie. Il s'y prépare… et, entretemps, il fomente toutes les formes de guerres entre pauvres : le racisme qui monte les uns contre les autres ; les religions qui font que les gens sont prêts à se massacrer entre eux ; la compétitivité qui transforme nos vies entières en une immense course au coude à coude. Désespérés dans un monde qui les a aliénés de leurs propres sentiments et désirs, toujours plus de pauvres se laissent enrégimenter et deviennent des *hommes en guerre*, haineux, totalitaires et capables de n'importe quelle forme de violence. La guerre rabaisse les humains aux rangs de *troupes*, leurs propres volontés et individualités sont écrasées et par la même le sont aussi toutes les possibilités de solidarité, de liberté.

Face à la guerre que l'Etat mène et intensifie contre tous les pauvres, il ne reste que deux issues. Soit la guerre de tous contre tous, qui arrangerait peut-être bien les capitalistes et leur projet de compétition effrénée. Soit une lutte intense et téméraire visant à détruire les causes de la misère et de l'exploitation dans ce monde ; une lutte contre l'Etat, les rapports capitalistes et toutes les formes d'autorité qui étouffent la liberté. Une lutte hasardeuse qui en finit avec les fausses séparations entre les humains – comme le racisme et le nationalisme – et qui pourrait ainsi ouvrir le chemin pour, avec nos rêves, se reconnaître en tant que frères et sœurs.

Feu à la machine à expulser

Ces derniers mois, beaucoup de véhicules et d'engins d'entreprises et d'institutions collaboratrices ont été brûlés. Ce fut le cas, le 17 mars sur le chantier Besix du Business School à Bruxelles, mais aussi le 9 novembre 2009 quand une camionnette de Valens a été incendiée à Berchem-Sainte-Agathe ou encore le 16 juillet à Gand où une camionnette de ISS Cleaning est partie en flamme. A la fin de l'année, quatre grues et plusieurs excavatrices de Valens ont été incendiées. Et quelques mois plus tard, un incendie chez Michiels NV à Heist-op-den-Berg a ravagé une excavatrice, une grue et un hangar.

Notre lutte contre les camps de déportation est une lutte révolutionnaire, une lutte qui ne vise pas seulement la destruction de ces camps, mais le bouleversement de la société dans son ensemble. C'est une lutte qui ne demandera *jamais* quoi que ce soit aux politiciens ou à d'autres représentants du pouvoir, simplement parce qu'ils sont *les responsables* de nos soucis quotidiens et de nos problèmes. C'est une lutte *contre* ces puissants et leurs structures, *contre* toutes les prisons, *contre* la terreur de l'esclavage salarial, *contre* les propriétaires, les huissiers, les juges et les flics. C'est une lutte *contre* une société qui est fondée sur la hiérarchie et le pouvoir.

C'est aussi une lutte *pour* quelque chose d'autre. Une lutte *pour* un bouleversement social total, *pour* la révolution sociale, *pour* l'épanouissement vigoureux et passionné de chacun. Une lutte pour *la solidarité*, pour *la joie de la vie*, pour *la liberté*. C'est une lutte que tout le monde peut engager, qui *commence* quand quelqu'un *décide* que ça suffit et qu'il va dépasser ses propres limites pour rendre possible ce qui semblait impossible. C'est une lutte qui *rêve* d'un monde libéré des *positions* et des *rôles*, et qui réalise déjà ce rêve au sein de la lutte. Une lutte où nous pouvons se redécouvrir avec *le cœur brûlant* et *l'amour* des compagnons, une lutte *pour l'anarchie*. Et tout ce que nous portons au fond de notre cœur ne peut croître que par la lutte, pour ne jamais dépérir…

L'OURAGAN

Parution à numéro unique contre les centres fermés et contre toutes les prisons, avec ou sans murs

La voix de la rue

Sur les marchés, lors des distributions de tracts contre la construction d'un nouveau camp de déportation à Steenokkerzeel, nous entendons souvent des réactions intéressées et des témoignages de sympathie. Cependant nous avons aussi été confrontés à quelques réactions qui revenaient souvent. Nous voudrions y répondre… Quelqu'un a dit que *« les sans-papiers nous piquent nos boulots », qu'ils « profitent de la prospérité sociale »*. Un autre disait que *« il y a déjà trop de pauvreté ici, pourquoi viennent-ils ici ? Il n'y a pas de place pour eux*. » Un dernier trouvait que : *« ça serait mieux s'ils n'étaient jamais venus, car ils n'ont pas d'avenir ici. Tous ces jeunes gens se retrouvent dans la merde et voir ça, ça fait mal au cœur. Là-bas au moins, ils ont le soleil… »* Je réfléchis et je me demande comment ça se fait que l'on puisse penser que la situation des sans-papiers soit tellement différente de la nôtre, que nous n'avons rien en commun. Je me demande pourquoi beaucoup de personnes pensent en ces termes de « nous » et de « eux »…

N'habitons-nous pas tous dans des maisons trop petites avec de trop grands problèmes, avec trop peu d'argent et trop de soucis ? Ne sommes-nous pas tous des gens utilisés et jetés, harcelés et humiliés ? Des gens qui, quand ils n'en peuvent plus, enragent et frappent parfois au hasard. Des gens qui se battent entre eux, qui essayent de se contrôler les uns les autres, de contrôler leur territoire parce qu'ils ne font plus confiance aux autres. Parce que nos vies nous filent entre les mains …

Se regarder les uns les autres de travers et rejeter la faute de nos problèmes sur les autres, se concurrencer, s'enfermer dans des communautés. Voilà exactement ce dont ont besoin les politiciens et les patrons : qu'on leur lèche le cul et qu'on plante un couteau dans le dos de celui qui se trouve à côté de nous. Qu'on ne se reconnaisse plus, mais qu'on s'exclue et s'intimide, qu'on commande et qu'on brise. Qu'on oublie pour toujours qu'avant nous il y a eu tant de gens qui se sont battus pour un monde libre. Entretemps, ils continuent tranquillement avec leur gestion toujours plus dure et agressive : plus de prisons, plus de licenciements, plus de travail précaire, plus de gens radiés de l'ONEM, plus de gens tués par la police… ➡

Des visites…

En octobre 2009, des dizaines de gens cagoulés ont visité rapidement les bureaux de Besix à Sint-Denijs-Westrem, car cette entreprise construit le nouveau centre fermé. Ils ont ravagé l'intérieur, endommagé les bureaux avec de la peinture et de la pourriture et peint des slogans contre les centres fermés.
En février 2010, la cantine de l'Université bruxelloise tenue par Sodexo (qui se fait du fric sur l'approvisionnement des centres fermés) a été perturbée : un groupe de personnes s'est emparé d'une partie de la nourriture et a pourri ce qui restait ; ils gueulaient des slogans contre la collaboration de Sodexo en laissant sur place un tract explicatif. Précédemment, à Bruxelles, des inconnus avaient cassé toutes les vitres du siège principal de cette entreprise.

Qu'est-ce que c'est un centre fermé ? Centre pour illégaux ? Camp de déportation ?

Allons droit au but, parlons franchement, disons quels sont les enjeux. Alors, peut-être, serons-nous compris… « Comment appelle-t-on un lieu surveillé par des caméras, protégé par des barreaux et des matons et où des gens sont enfermés ? » Une *prison* ? Oui, exactement, une prison. Les *centres pour illégaux* sont des prisons, des prisons avec un statut spécifique et une fonction spécifique.
Ce qui les différencie d'une prison ordinaire, c'est qu'ici, ce n'est pas un juge qui décide de l'enfermement, mais l'Office des Etrangers. Il ne s'agit pas de purger une peine, mais d'une *détention administrative*. Ceci veut dire que des sans-papiers peuvent être enfermés pendant quelques mois afin de faciliter le boulot administratif de l'Office dans l'obtention des *bons documents*, nécessaires à une *déportation*. Enfin, cette détention facilite également l'embarquement des sans-papiers dans les avions. Mais ce n'est pas seulement l'Office qui fait de son mieux pour déporter les gens, le personnel du camp et le système d'enfermement y jouent aussi un rôle important.
Ce sont *les matons* qui enferment les prisonniers espérant ainsi briser leur résistance, leur volonté de ne pas subir le sort qui leur est infligé. Il y a aussi *les assistants sociaux* qui leur foutent la pression afin qu'ils acceptent leur déportation. Puis *les médecins* qui distribuent à volonté de fortes doses de calmants pour mater les cœurs et les esprits. *L'espace de récréation* dans les camps n'est rien d'autre qu'une pièce à l'air irrespirable, où les prisonniers allument cigarette sur cigarette pour adoucir la situation de stress insupportable. Il y a *les directeurs* des camps de déportation qui mettent tout en œuvre pour tout cela se passe bien. En fait, tout le fonctionnement interne du camp est basé sur l'exercice de la pression psychologique sur les prisonniers afin de les briser et de les faire collaborer à leur propre déportation. Pour les prisonniers qui résistent encore, tout un arsenal de punitions est prévu : suppression des visites, cellules d'isolement, passages à tabac,…
Ça, c'est un camp de déportation.

➡ C'est dans cette longue série que l'on retrouve aussi la construction d'un nouveau camp de déportation pour sans-papiers à Steenokkerzeel. Et ce camp est spécialement conçu pour enfermer les « clients embêtants », ceux qui ont encore la force de se révolter, de refuser, de donner des coups à ceux qui se trouvent au-dessus d'eux et pas à ceux qui sont à côté ou en-dessous. Ce nouveau camp de déportation sera un monstre dans lequel les sans-papiers seront enfermés dans des cellules individuelles. Pour les briser mentalement, pour tenter de prévenir qu'ils ne s'insurgent ensemble. Parce que, ces dernières années, beaucoup de cellules ont été détruites dans les prisons et dans les camps de déportations, beaucoup de gens se sont évadés. Parce que l'Etat se considère comme le patron de tout le monde et parce que l'économie doit pouvoir tirer profit des gens facilement exploitables.

Peut-être semble-t-il parfois que c'est de trop et que c'est trop difficile ; que de toute façon, nous ne pouvons rien y faire et qu'alors nous ferions mieux de « faire avec » et de vivre pour le mieux… Avec de telles pensées, nous nous contenons, nous nous réprimons. Nous oublions que le patron ne peut rien faire sans des gens qui lui obéissent. Que tout commence donc avec un petit geste, une petite insubordination, et ne peut croître qu'après… Quelqu'un qui crache à la gueule d'un contrôleur, un autre qui vole des patrons, quelqu'un qui brûle sa cellule et un dernier qui fuit une situation invivable. Quelques amis qui décident ensemble que ça suffit et caillassent un commissariat, d'autres qui attaquent les entreprises qui se font du fric avec les prisons et les camps de déportation. La question n'est pas tellement si nous pouvons faire quelque chose, mais bien ce que nous voulons faire, et pourquoi…

Ce n'est pas seulement la situation qui nous lie, mais aussi notre refus de celle-ci. Et oui, peut-être qu'il y a des choses que l'on pourrait perdre ; le peu de pauses, de repos qu'ils nous laissent, notre petit plaisir… Mais il y a infiniment plus à gagner ; des liens francs entre nous, la solidarité, notre fierté et la joie, la joie de vivre. Réapprendre à se faire confiance, à sentir… Et les étincelles d'énergie des gens qui se rencontrent dans la lutte. Des gens qui reconnaissent le feu dans les yeux des autres, qui tissent des liens et élaborent des plans sans patrons ni politiciens, qui luttent pour un monde où nous pourrions interagir en tant qu'individus et plus en tant que rôles ou positions. Une lutte révolutionnaire pour un vent frais qui souffle sur ce monde pourri, qui nous laisse de nouveau respirer dans cette métropole étouffante. Pour un monde sans uniformes, sans camisoles, où chacun peut se réaliser sans faire de l'ombre à un autre.

Dans notre lutte germent déjà les semences d'un nouveau monde…

Dans la rue

En novembre 2009, plus de 150 personnes sont parties en manifestation non-autorisée contre les centres fermés et toutes les prisons pour parcourir les rues d'Anderlecht, de Molenbeek et de Bruxelles. Tout au long du trajet, ils ont distribué des tracts et repeint quelques véhicules d'entreprises collaboratrices des centres fermés. La veille de la manif, le commissariat d'Anderlecht avait été incendié par des dizaines de jeunes en réaction aux tortures des détenus dans les prisons bruxelloises par des matons et des policiers.

A différentes occasions, des dizaines de personnes sont descendues dans les rues des quartiers bruxellois pour distribuer des tracts, peindre des slogans et coller des affiches.

Partout en Europe, des révoltes dans les camps

Listen to the wind of changes…

Parfois le vent emporte avec lui les semences d'un champ vers une destination inconnue où elles fécondent la terre pour ensuite laisser place à une fleur, un arbre, une plante. Mais ce dont je veux parler a bien peu à voir avec la tranquillité, le silence et les champs… Ce dont je veux parler, je le décrirais plutôt comme une tornade, comme un vent violent qui tempête à travers l'Europe et y sème la destruction. Pas de fleurs, mais la destruction. Peut-être que ça te fait peur, car la destruction t'évoque bombardements, désastres naturels ou cancers. Cependant, la destruction n'est pas toujours quelque chose qui ruine des vies à la pelle. Il n'y pas que le vent paisible qui puisse semer la vie, parfois la tornade crée l'espace dont nous avons besoin pour exister.
Je veux te rappeler la violence libératrice par laquelle les prisonniers des camps de déportations (comme de toutes les autres prisons, les banlieues,…) partout en Europe ont détruit leur prison. Ils n'ont demandé d'autorisation à personne, n'ont pas attendu, ont jeté par-dessus bord leurs doutes et, selon toute probabilité, ils ne se sont même pas demandé ce que leurs voisins ou le reste de la société en penseraient. Ils sont alors parvenus à des gestes merveilleux. En juin 2008, le camp de Vincennes (France) a été rasé par des incendies volontaires. En août 2008, c'était au tour du 127bis à Steenokkerzeel (Belgique) de voir deux de ces ailes partir en flammes. Dans ce même camp, tout comme au centre de Vottem, des feux ont été allumés ces derniers mois, causant moins de dégâts, mais ça enlève peu à la beauté de ces gestes. Entretemps, la tornade est aussi passée par la Norvège où depuis cet été il ne reste plus que deux cheminées du camp de déportation de Buskered. Et en Italie, la tempête ne connaît plus de repos. Après un chaud été de mutineries, de destructions, d'incendies et d'évasions à Turin, Trapani, Crotone, Gradisca, Isonzo, Milan ; Bari est venu s'ajouter à la liste en août.

Nous ne devons pas avoir peur de la tempête de notre libération.
Tu me comprends ?

My only love is the river breeze that takes me to the open seas…

Contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel

Début mai 2009, l'Etat a commencé la construction d'un nouveau centre fermé près de Bruxelles. Il se trouvera juste à côté d'un autre centre : le 127bis de Steenokkerzeel. Depuis, une lutte est en route. Une lutte qui ne veut pas seulement empêcher cette construction, mais qui place aussi les prisons, les frontières et les Etats dans sa ligne de mire. Car les centres fermés ne sont pas tellement « un cas à part », mais bien un des instruments à travers lequel ce système essaye d'assurer sa survie.

La lutte contre les centres fermés en Belgique ne date pas d'hier. Depuis plus de dix ans, des gens se battent de différentes manières pour faire disparaître ces camps. A l'intérieur des centres, beaucoup de révoltes éclatent. L'Etat a donc jugé prudent d'envelopper la construction du nouveau centre fermé dans un rideau de fumée : en le présentant comme quelque chose dont personne n'a rien à foutre, qui ne dirait rien sur la société dans laquelle on vit, qui ne serait pas une prison mais un simple « centre d'accueil ». Un premier objectif de cette lutte était, et est encore, de rompre ce rideau de fer. Il faut aussi savoir que l'Office des Etrangers, l'instance fédérale qui gère les centres fermés et les expulsions des sans-papiers, évite de laisser filtrer trop d'informations par rapport aux révoltes et aux mutineries qui ont lieu dans les centres. Par là, ils essayent d'isoler ceux qui se révoltent contre les expulsions et tentent d'éviter qu'une solidarité se mette en route ; une solidarité qui prendrait comme point de départ non une charité quelconque, mais *une reconnaissance réciproque dans la révolte*.

Ces derniers mois, de nombreux tracts contre les centres fermés ont été distribués en différents endroits de la Belgique ; les murs des villes ont été recouverts d'affiches et de slogans et, à plusieurs reprises, des gens ont déambulé, tracts et peinture à la main, dans les rues des quartiers bruxellois. Cette agitation a tenté de rompre le silence et de placer l'existence des centres fermés dans une perspective plus large. Car un centre fermé n'est pas seulement un tas de barbelés, mais fait partie de toute une machinerie qui rend possible l'expulsion de ceux que l'Etat considère comme des « indésirables ». Depuis les entreprises qui construisent et gèrent les centres (comme Besix, Valens, Michiels NV., Fabricom, Dalkia, les architectes Bontinck,..), celles qui y fournissent des services (comme ISS Cleaning, La Banque de la Poste, Sodexo Catering) jusqu'aux personnes et institutions responsables de la politique d'immigration (tous les partis politiques, la police, l'instance Fédéral FEDASIL qui s'occupe de l'« accueil » des demandeurs d'asile et en facilite la « sélection », les transports en communs et les services de contrôle social comme l'Inspection du Travail qui collaborent aux rafles de sans-papiers). Ces derniers mois, ces rouages ont souvent été harcelés, attaqués et sabotés de différentes manières. Selon certaines sources, plus d'une centaine de ces petites actions modestes et anonymes auraient eu lieu à l'encontre de la machine à expulser.

Maintenant, le grand défi de cette lutte est de trouver une manière de continuer à aller de l'avant, de donner du courage à tous ceux qui veulent détruire les camps de déportations. La force de cette lutte est qu'elle ne compte que sur ses *propres forces*, *sans* et *contre* les partis politiques, sans quémander de compréhension auprès des politiciens ou des journalistes. C'est une lutte d'en bas et son terrain principal est *la rue*. Cette lutte doit permettre de se retrouver *là*, dans la rue ; de discuter et de raviver la révolte, tant individuelle que collective. Et alors, nous nous rapprocherons petit à petit, pas à pas, de ce que nous voulons : raser de nos propres mains les centres fermés, libérer tout le monde et parler ainsi d'un autre monde, d'un monde de liberté.

Sabotages sur des chantiers

A différents moments et endroits (comme le 16 juillet à Diegem ou le 12 mai à Anvers), des engins de chantiers appartenant à Besix ou à Valens ont été sabotés. Ces deux entreprises n'érigent pas seulement partout dans les villes des tours de bureaux, mais construisent aussi le nouveau centre fermé. Des câbles ont été coupés, des vitres brisées et du matériel de construction endommagé. Le 5 juin, à Liège, où Valens construit un nouveau palais de justice, le chantier a été partiellement incendié et un slogan a été peint sur les murs « Feu aux prisons ». Ou encore, comme en novembre 2009, quand, une excavatrice un groupe électrogène et du matériel de construction sur un chantier de Besix au long d'une voie ferrée ont été incendiés.

Des occasions

Autour de Noël, des inconnus ont pris en otage la statue de Jésus qui se trouvait dans une crèche pour revendiquer l'arrêt de la construction du nouveau centre fermé et la destruction de toutes les prisons. Un peu avant, à Bruxelles, des dizaines de machines de vente de ticket de la STIB ont été sabotées avec de la colle et de la mousse expansive tandis que des autocollants faisaient référence à la lutte contre les centres fermés et les prisons. En novembre 2009, un débat à propos de l'immigration dans le cadre du « Festival des Libertés » a été légèrement perturbé par des gens qui préfèrent agir eux-mêmes contre ce qui étouffe la liberté que d'en radoter avec des politiciens et des spécialistes – loin de la mêlée. Fin juin, les mois d'été ont été commencés de manière combative quand des dizaines de personnes ont occupé pendant un jour le chantier du nouveau centre fermé à Steenokkerzeel.